

# La performance économique du Canada : une mise en perspective

Jean-Philippe Cotis<sup>1</sup>  
OCDE

## RÉSUMÉ

Même si le bilan économique du Canada durant la dernière décennie environ est enviable, le PIB par habitant demeure clairement en dessous du niveau aux États-Unis, et traduit un écart de productivité appréciable. L'imposition du capital et les réglementations restrictives dans certains secteurs comptent parmi les obstacles à une croissance plus rapide. L'expérience canadienne soulève une question générale : pourquoi est-il difficile de mettre en place des réformes, même quand on connaît les obstacles à l'amélioration de la performance? La pression des pairs, basée sur une analyse comparative poussée, comme à l'OCDE dans le contexte de la surveillance multilatérale « *Objectif croissance* », permet de surmonter certains des obstacles d'économie politique bloquant les réformes. En corollaire, on se demande si le PIB est une bonne approximation du bien-être, et donc une mesure appropriée à des fins politiques. La réponse est affirmative, malgré ses lacunes et l'obligation de lui associer d'autres indicateurs.

CET ARTICLE PRÉSENTE LE CADRE analytique utilisé à l'OCDE pour évaluer la performance économique d'ensemble, situe la performance du Canada par rapport à celle de ses partenaires de l'OCDE et dégage quelques leçons de politique économique.

Le Canada se démarque souvent comme l'un des meilleurs de la classe, mais dans certains secteurs, il peut faire mieux encore. Des corrections sont nécessaires car, en bout de ligne, le Canada fait face aux mêmes défis que la plupart des pays de l'OCDE, à savoir, augmenter la croissance de la productivité et assurer la viabilité de la politique sociale et budgétaire à mesure que la population vieillit. Le Canada devra aussi faire face à une

hausse vertigineuse des revenus du pétrole et chercher à éviter la maladie des « sables bitumineux ».

Les obstacles à une meilleure performance économique au Canada soulèvent la question suivante : pourquoi est-il si difficile de mettre en place des réformes même quand ces obstacles sont connus? Et, question connexe : le PIB constitue-t-il une approximation raisonnable du bien-être, et par conséquent, un objectif ou une cible appropriée des politiques?

## Définition et facteurs du succès économique

Pour simplifier, le succès économique peut être défini comme le fait de maintenir des

---

1 L'auteur est l'économiste en chef de l'OCDE. Ce texte s'inspire d'une conférence portant le même titre, donnée à un séminaire de Finances Canada le 24 avril 2006, et d'une présentation intitulée « Well-being and Reforms in Advanced Countries » livrée à la conférence de l'OCDE-Conference Board du Canada « Assurer la prospérité future du Canada : Les nouvelles voies du succès » qui s'est tenue à Ottawa (Ontario) le 25 avril 2006. Courrier électronique : jean-philippe.cotis@oecd.org.

**Tableau 1**

**Croissance du PIB du Canada et d'autres pays choisis de l'OCDE**

Croissance la plus rapide 1996-2005 (taux annuel moyen de variations)						Écart de production en 2005 <sup>2</sup>	
PIB réel par habitant		PIB réel		Productivité du travail <sup>1</sup>			
Irlande	5.9	Irlande	7.4	Corée	3.3	Nouvelle Zélande	1.0
Corée	3.7	Corée	4.4	Irlande	3.1	Irlande	0.5
Espagne	2.7	Espagne	3.6	Suède	2.0	<b>CANADA</b>	0.0
Suède	2.5	Australie	3.6	É.-U.	2.0	É.-U.	0.0
R.-U.	2.4	Mexique	3.6	R.-U.	1.7	Australie	-0.2
<b>CANADA</b>	2.3	<b>CANADA</b>	3.3	Australie	1.7	Suède	-0.3
Australie	2.3	É.-U.	3.3	<b>Total OCDE</b>	1.7	R.-U.	-0.5
É.-U.	2.2	Nouvelle Zélande	3.3	Mexique	1.4	<b>Total OCDE</b>	-0.7
Pays-Bas	2.0	R.-U.	2.8	Japon	1.4	Espagne	-0.8
Mexique	2.0	<b>Total OCDE</b>	2.7	<b>CANADA</b>	1.3	Japon	-0.8
Nouvelle Zélande	2.0	Suède	2.7	Nouvelle Zélande	1.2	Italie	-1.4
<b>Total OCDE</b>	1.9	Pays-Bas	2.3	France	1.1	Zone euro	-1.6
Zone euro	1.7	France	2.2	Allemagne	1.0	France	-1.8
France	1.6	Zone euro	2.0	Pays-Bas	1.0	Allemagne	-1.9
Allemagne	1.2	Allemagne	1.3	Zone euro	0.8	Pays-Bas	-3.0
Japon	1.0	Italie	1.3	Italie	0.1		
Italie	1.0	Japon	1.2	Espagne	-0.5		

1 Par travailleur, pour l'ensemble de l'économie.

2 Des données comparables sur l'écart de production ne sont pas disponibles pour la Corée et le Mexique.

Source: Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n°78.

niveaux de vie élevés dans le temps, et l'OCDE comme un « club de convergence » dont les membres qui réussissent moins peuvent s'inspirer de pratiques exemplaires.

Évidemment, aucune statistique sommaire ne peut à elle seule vraiment rendre compte de toutes les dimensions du niveau de vie, et encore moins d'un concept plus vaste comme celui de bien-être. En ce sens, le PIB par habitant est certainement une mesure grossière et imparfaite. Mais une récente étude de l'OCDE, examinée un peu plus loin, indique qu'il n'y a probablement pas de meilleur choix que le PIB, au moins pour la surveillance économique.

Voilà pourquoi le PIB par habitant tient une place centrale dans notre évaluation. Nous sommes évidemment intéressés par la croissance et les niveaux du PIB. Mais nous portons également beaucoup d'attention à la résilience à court

terme, c'est-à-dire à la façon dont les économies gardent le cap lorsqu'elles font face à des vents contraires. Dans ce cas, les structures économiques solides sont celles qui réagissent bien, tant à court terme qu'à long terme.

L'OCDE a accumulé une vaste documentation sur les déterminants de la croissance et a découvert, sans grande surprise, que la qualité des politiques économiques est un facteur clé (OCDE, 2003). L'expérience passée semble en effet nous révéler que le succès dépend beaucoup de politiques macroéconomiques axées sur la stabilité et de réformes structurelles favorables à la croissance.

Lorsqu'on prend une vue d'ensemble de la performance économique de la dernière décennie, on est frappé par l'émergence d'un groupe d'économies prospères, un peu partout dans le monde (Suède, Irlande, Australie, Nouvelle-

Zélande, Royaume-Uni et Canada). Leur performance est similaire : une forte croissance à long terme variant entre 3 % et 7 % l'an, et une étonnante résilience aux vents contraires. Fondamentalement, ces pays ont traversé sans problème le ralentissement mondial à la suite du revirement dans les technologies de l'information et des communications (TIC).

Elles présentent aussi beaucoup de caractéristiques similaires : marchés de produits ouverts, marchés du travail souples, développement vigoureux du secteur financier, politique budgétaire généralement saine et cadres de la politique monétaire ciblant l'inflation. Ces caractéristiques ne sont pas apparues spontanément. En effet, beaucoup de ces pays ont souvent été considérés comme des canards boiteux. La plupart d'entre eux ont fait face à de graves crises durant les années 80 et au début des années 90, qui ont amené des réformes économiques radicales inévitables.

Ces pays sont un exemple clair d'une gestion économique réussie. Ils confirment également la validité de quelques observations empiriques, notamment :

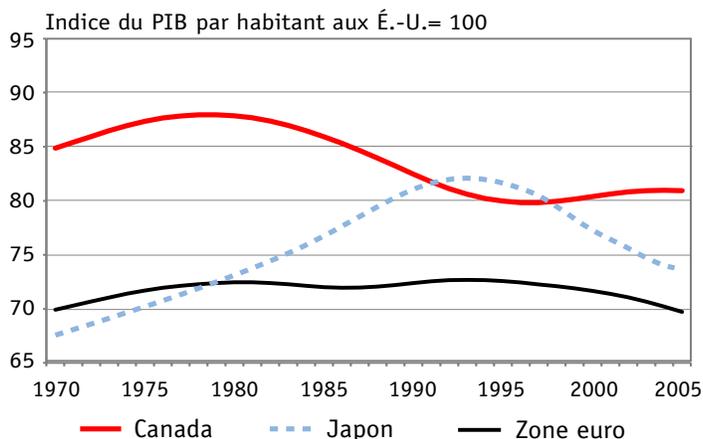
- La discipline budgétaire est essentielle à une croissance durable.
- La stabilité des prix est associée à une croissance plus forte et plus stable.
- Des marchés de produits ouverts favorisent l'innovation, l'investissement, la productivité et l'emploi.
- Le développement du secteur financier accroît la résilience et la croissance à long terme, particulièrement en atténuant les contraintes de crédit pour les entreprises novatrices.
- Des marchés du travail et des processus de formation des salaires souples sont des facteurs clés de plein emploi et de stabilité économique.

Bien entendu, nous pensions que nous savions tout cela intuitivement. Mais désormais nous disposons d'une confirmation empirique, basée

### Graphique 1

#### Tendance du PIB par habitant au Canada

Tendance du PIB par habitant par rapport à celle des États-Unis, basée sur les PPP de 2000 et les prix de 2000<sup>1</sup>



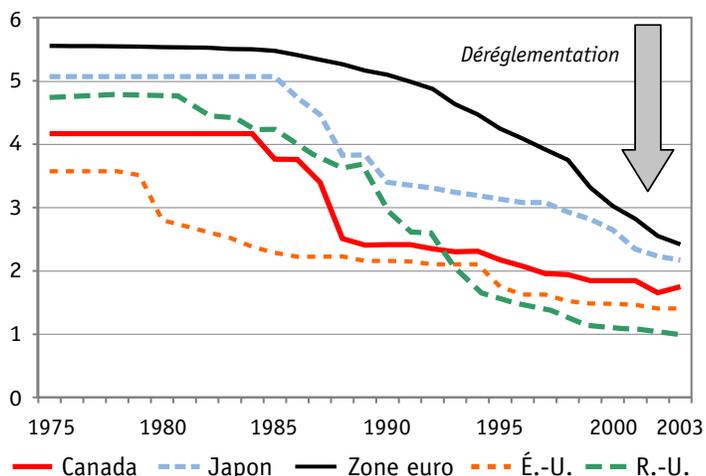
1 Tendance calculée au moyen du filtre Hodrick-Prescott (lissage des paramètres à 100) durant une période qui inclut des projections jusqu'en 2012.

Source: *Comptes nationaux annuels* de l'OCDE; base de données des *Perspectives économiques* de l'OCDE, n°78.

### Graphique 2

#### Tendances de la réglementation dans certains pays de l'OCDE

Indicateur composite de la réglementation anti-concurrentielle pour sept secteurs de réseaux<sup>1</sup>



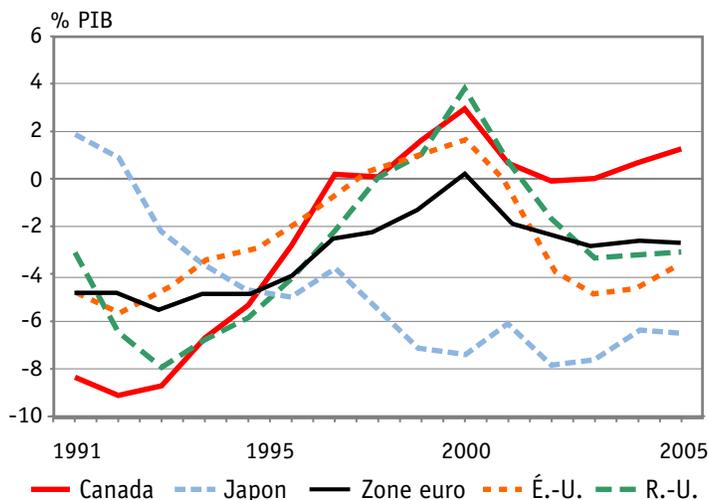
1 L'indicateur varie de 0 (le moins restrictif) à 6 (le plus restrictif).

Source: OCDE.

sur une analyse économétrique sur données internationales ainsi que sur un nombre de cas de réussite spectaculaires, dont celui du Canada.

### Graphique 3

#### Tendances du solde des administrations publiques dans des pays choisis de l'OCDE

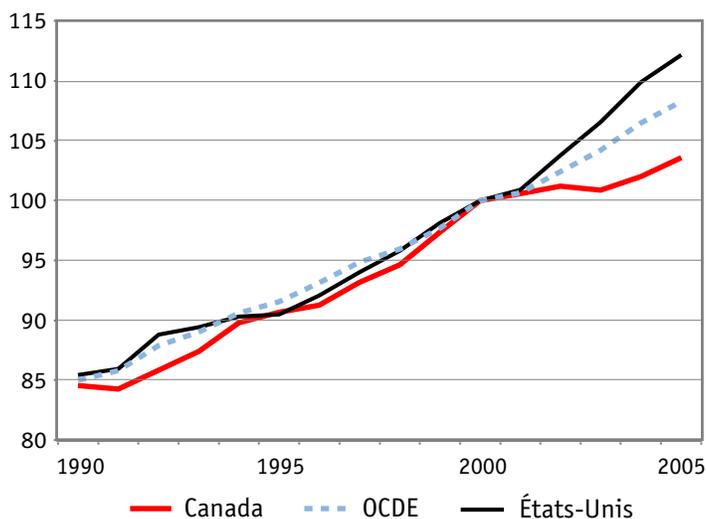


Source : Base de données des *Perspectives économiques* de l'OCDE, n° 78.

### Graphique 4

#### Productivité du travail au Canada, aux États-Unis et dans l'OCDE

Par travailleur, 2000 = 100



Source : Base de données des *Perspectives économiques* de l'OCDE, n° 79.

Par contre, de l'autre côté de l'Atlantique, de nombreux pays de l'OCDE devront faire face au double défi de soigner de vieilles blessures et de se préparer à de nouveaux combats. Le Canada

s'est au moins placé dans la situation privilégiée où les nouveaux défis sont principalement à venir, et il est certainement bien placé pour les relever. Toutefois, ce n'est pas une raison pour s'asseoir sur ses lauriers.

### La perspective OCDE sur le Canada

#### Performance économique du Canada

Le Canada a connu une bonne performance durant la dernière décennie (tableau 1), témoin l'amélioration de sa position par rapport à l'économie des États-Unis depuis le milieu des années 90 (graphique 1). Cela contraste avec l'écart grandissant de la performance d'autres grandes économies, notamment celles du grand continent européen et du Japon. Toutefois, le rattrapage du Canada a eu lieu en grande partie dans la deuxième moitié des années 90.

Le bilan de croissance du Canada est bien connu et suscite généralement l'admiration. On envie également la remarquable résilience du Canada. On peut l'évaluer de diverses façons. L'une d'elles consiste simplement à étudier l'évolution de l'écart de production dans le temps. Dans le cas du Canada, l'écart est minime et il en a été ainsi ces dernières années. Des analyses économétriques plus poussées indiquent la même orientation, à savoir que, après un choc, le Canada a tendance à s'ajuster plus rapidement que beaucoup d'autres économies de l'OCDE (Cotis et Coppel, 2005 et Duval, 2006).

Ces résultats heureux sont l'aboutissement d'un certain nombre de réformes structurelles globales entreprises par le Canada depuis la fin des années 80, particulièrement dans divers secteurs de réseaux (graphique 2). Les réformes incluent également l'Accord de libre-échange (ALE) avec les États-Unis et son prolongement dans l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Il y a eu aussi des améliorations apportées au cadre et à l'orientation de la politique macroéconomique, dont la mise en place

de la taxe sur les produits et services, le ciblage de l'inflation et les efforts déployés depuis le milieu des années 90 pour consolider les finances publiques (graphique 3)<sup>2</sup>.

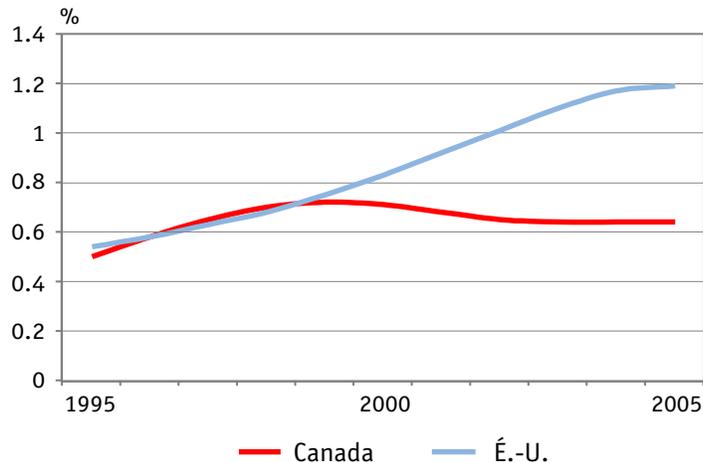
Toutefois, il est un peu déconcertant de constater que le niveau de vie au Canada, mesuré sur la base du PIB par habitant, accuse toujours un retard d'environ un cinquième par rapport à celui des États-Unis. En revanche, lorsqu'on mesure le bonheur personnel, les Canadiens se considèrent certainement légèrement plus heureux que leurs voisins du sud<sup>3</sup>. L'écart des niveaux de vie découle d'une productivité canadienne plus faible, et l'écart de productivité s'est élargi depuis quelques années<sup>4</sup>.

La deuxième moitié des années 90 a été pour le Canada une période de grandes attentes, alors que la productivité accélérât comme aux États-Unis. Toutefois, ces attentes ont été déçues ces dernières années.

La productivité a ralenti depuis, faisant de la reprise de la fin des années 90 un phénomène cyclique plutôt qu'une tendance durable (graphique 4). Chez nos voisins méridionaux, le ralentissement cyclique de la productivité auquel on s'attendait ne s'est pas concrétisé durant la première moitié de la décennie, pendant laquelle l'emploi et la formation de capital ont rapidement été rajustés devant la diminution des carnets de commandes. Dans l'ensemble, la croissance moyenne de la productivité du travail au Canada depuis le milieu des années 90 a été presque d'un point plus faible qu'aux États-Unis, situation entièrement attribuable aux événements survenus depuis 2000.

**Graphique 5**

**Croissance tendancielle de la productivité multifactorielle au Canada et aux États-Unis**



Source : Base de données des *Perspectives économiques* de l'OCDE, n° 79.

Dans une certaine mesure, la faiblesse de la productivité du travail du Canada peut être liée à un investissement plus faible en machines et matériel, particulièrement dans les TIC, notamment en comparaison avec les États-Unis. Le Canada n'est pas un producteur important de TIC et semble présenter un taux de diffusion des TIC plus lent. Plus généralement, le problème de la productivité révèle que la croissance de la productivité multifactorielle et le progrès technique ont pris du retard (graphique 5).

Une autre raison, peut-être plus transitoire, du ralentissement de la productivité peut découler de l'explosion des prix des matières premières qu'a connue le Canada. En effet, les prix plus élevés de l'énergie et autres matières premières incitent fortement les industries d'extraction des ressources naturelles à exploiter les gisements les moins

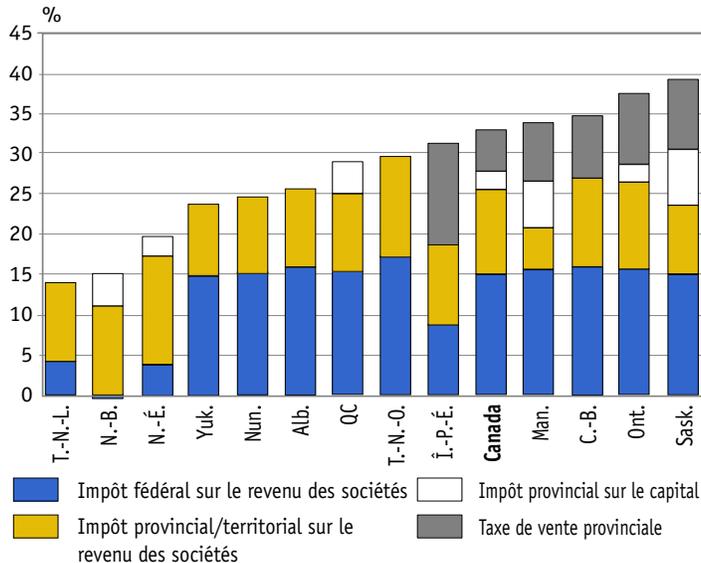
2 Pour plus de détails, voir les livraisons passées des *Études économiques du Canada* de l'OCDE.

3 Le sondage mondial sur les valeurs (World Values Survey) indique qu'en 1999-2001, 95 % des Canadiens se disaient très ou moyennement heureux, en comparaison de 92 % des Américains. Le taux moyen de bonheur était de 8,2 sur 10 au Canada par rapport à 8,0 aux États-Unis. Le taux moyen de satisfaction dans la vie était de 7,8 sur 10 au Canada contre 7,7 aux États-Unis.

4 Même si l'ampleur de l'écart des niveaux de productivité Canada-États-Unis suscite toujours un débat au Canada, il n'en demeure pas moins, d'après toutes les estimations, que l'écart de productivité contribue largement à l'écart du niveau de vie entre les deux pays (Baldwin *et al.*, 2005, Isgut *et al.*, 2006, et Institute for Competitiveness and Prosperity, 2006).

**Graphique 6**

**Taux effectif marginal d'imposition sur le capital par province ou territoire en 2010**

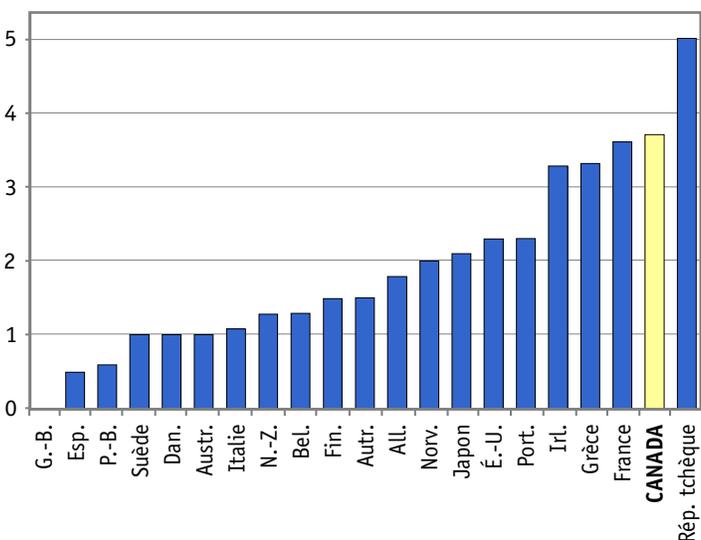


Source : Finances Canada, *Dépenses fiscales et évaluations*, 2005.

**Graphique 7**

**Réglementation de l'électricité dans les pays de l'OCDE, 2003**

L'indicateur varie de 0 (le moins restrictif) à 6 (le plus restrictif)



Source : OCDE.

productifs (Rao *et al.*, 2005). Cela dit, l'incidence négative de ce facteur sur le niveau de vie est neutralisée par les gains associés à l'amélioration qui survient dans les termes de l'échange en raison des prix plus élevés des matières premières (Kohli, 2006).

Bien sûr, il n'est pas simple d'établir une mesure uniforme de la productivité entre pays. Mais la question clé qui se posera de plus en plus sera que la population vieillissante et la diminution de la croissance de la main-d'œuvre obligeront à recourir davantage à une croissance de la productivité plus élevée pour faire progresser les niveaux de vie.

**Obstacles à l'augmentation de la productivité au Canada**

Dans ce contexte, voyons maintenant ce qui peut empêcher l'économie canadienne de réaliser des gains de productivité plus élevés. L'accent sera mis ici sur les secteurs où le Canada doit s'améliorer, en gardant à l'esprit les nombreuses forces du Canada.

En effet, le Canada réussit très bien dans un certain nombre de domaines :

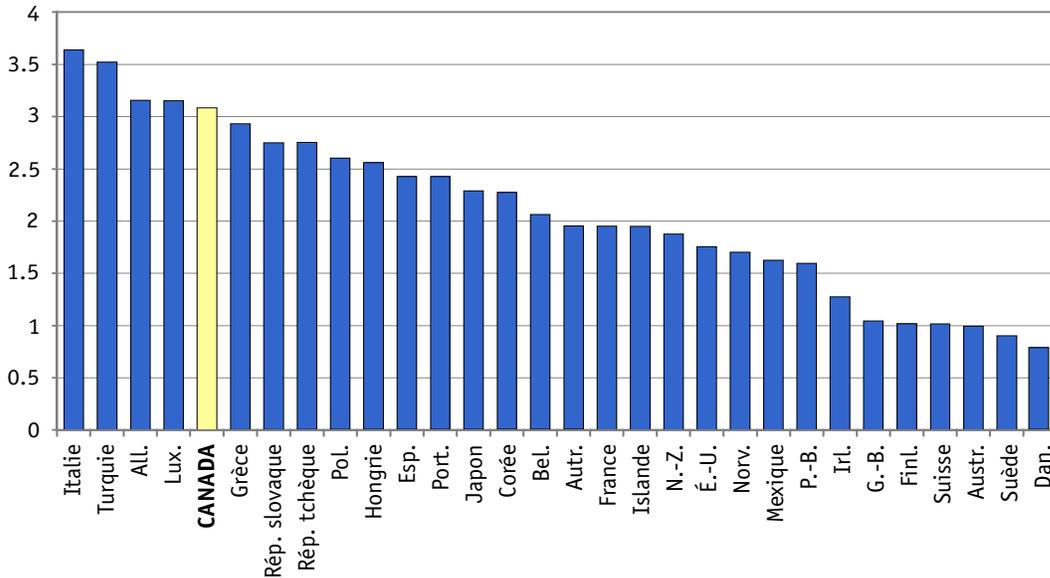
- Obstacles faibles à l'entrepreneuriat. Le Canada se situe au deuxième rang après le Royaume-Uni, parmi les pays de l'OCDE.
- Une population instruite, même si la situation est comparativement moins positive lorsqu'on considère la formation et l'éducation permanente. En 2002, parmi les pays de l'OCDE, le Canada comptait la plus forte proportion de personnes de 25 à 54 ans ayant une scolarité postsecondaire ou tertiaire.
- Un marché du travail souple assorti d'un taux d'emploi élevé. En 2005, le Canada présentait le sixième taux d'emploi le plus élevé parmi les pays de l'OCDE.

S'agissant des améliorations possibles, il faut d'abord souligner que la croissance de la productivité repose sur un environnement propice

## Graphique 8

### Indicateur récapitulatif de la réglementation dans les services professionnels, 2003

L'indicateur varie de 0 (le moins restrictif) à 6 (le plus restrictif)



Source : OCDE.

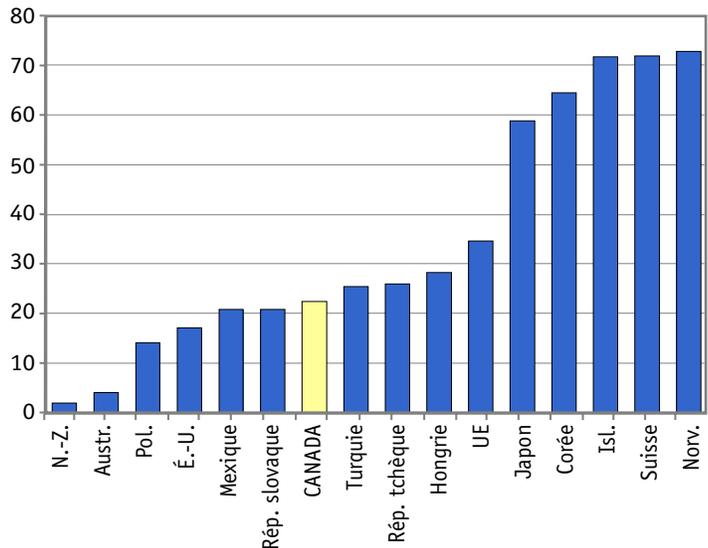
aux entreprises. C'est une exigence essentielle si l'on veut encourager les entreprises et les amener à prendre des décisions favorables à la productivité. En effet, si les fondamentaux ne concourent pas au développement des entreprises, les programmes et les politiques spécifiques conçus précisément à cette fin seront de peu d'utilité.

Le Canada doit diminuer ses taxes à l'investissement. Il avait le taux effectif marginal d'imposition (TEMI) sur le capital le plus élevé des pays de l'OCDE en 2005, même s'il est tombé en troisième place, après l'Allemagne et les États-Unis, en 2006 (Mintz, 2006). Même lorsque tous les changements envisagés seront au bout du compte en place, les taux d'imposition du Canada demeureront toujours relativement élevés. Les composantes les plus problématiques sont les impôts provinciaux sur le capital et les taxes de vente provinciales (TVP) sur les biens d'équipement (graphique 6). Les taux d'imposition implicites sont particulièrement problématiques vu leur

## Graphique 9

### Estimations de l'aide compensatoire aux producteurs

Moyenne 2002-2004. Pourcentage de la valeur des recettes agricoles brutes



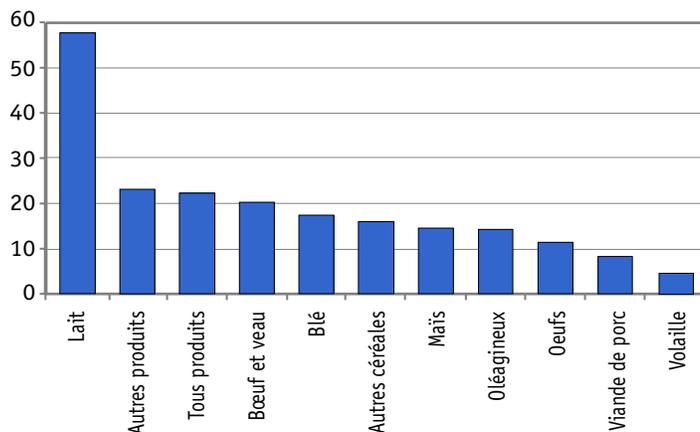
Source : OCDE.

effet dissuasif plus marqué sur les TIC que sur d'autres types d'investissement, puisqu'ils augmentent davantage les coûts des immobilisations éphémères.

## Graphique 10

### Estimations de l'aide compensatoire aux producteurs par produit

Moyenne 2002-2004. Pourcentage de la valeur des recettes agricoles brutes



Source : OCDE.

Quoi qu'il en soit, même à l'échelon fédéral, il y a vraisemblablement moyen d'élargir l'assiette fiscale et de réduire les taux. Une mesure importante d'élargissement de l'assiette fiscale consisterait à appliquer à toutes les entreprises le même taux d'imposition, quelle que soit leur taille. Une imposition moindre des petites entreprises pour les aider à prospérer peut sembler une solution très séduisante, mais à l'évidence cela ne fonctionne pas. À part quelques exceptions, les petites entreprises canadiennes demeurent petites (Hendricks *et al.*, 1997). En effet, pourquoi chercher à devenir plus gros si le taux d'imposition augmente?

Les entreprises canadiennes sont plus susceptibles d'être très petites (20 salariés ou moins) qu'aux États-Unis, et la part de grandes entreprises (100 salariés ou plus) est aussi plus faible<sup>5</sup>. Cela est important, car les grandes entreprises peuvent mieux profiter des économies d'échelle et

investir davantage dans l'innovation et la formation que les plus petites. Un système d'imposition qui ne favorise pas la croissance des entreprises a donc une incidence négative sur la croissance globale de la productivité. La pléthore de programmes gouvernementaux au Canada qui tentent de rééquilibrer la situation par une aide aux petites entreprises semble constituer un train de mesures qui est vraiment un « deuxième choix ».

En matière de concurrence sur le marché des produits, beaucoup de secteurs se portent bien, mais il y a quelques exceptions flagrantes. Dans le cas de l'électricité, certaines provinces sont loin d'avoir un marché pleinement fonctionnel. En effet, le Canada se classe au deuxième rang des pays de l'OCDE pour sa réglementation restrictive sur l'électricité (graphique 7). L'Europe fournit des contre-exemples montrant qu'il n'a pas à en être ainsi (IEA, 2005).

S'agissant des services professionnels (graphique 8), la situation au Canada n'est pas meilleure. Les provinces n'ont pas encore supprimé les derniers obstacles au commerce interprovincial des services. Cela est étroitement lié au chapitre 7 des exigences sur la mobilité de la main-d'œuvre de l'Accord sur le commerce intérieur, qui touche plus de 50 métiers différents.

L'agriculture est un autre secteur où la concurrence souffre de distorsions. Les estimations moyennes de l'aide compensatoire aux producteurs du Canada sont plutôt bonnes même si elles pourraient être meilleures (graphique 9)<sup>6</sup>. Mais à y regarder de plus près, le bilan est moins flatteur (graphique 10). Les systèmes provinciaux de gestion de l'offre des produits laitiers ne constituent peut-être pas un coût budgétaire élevé, mais le consommateur paie cher et l'allocation efficace des ressources est compromise.

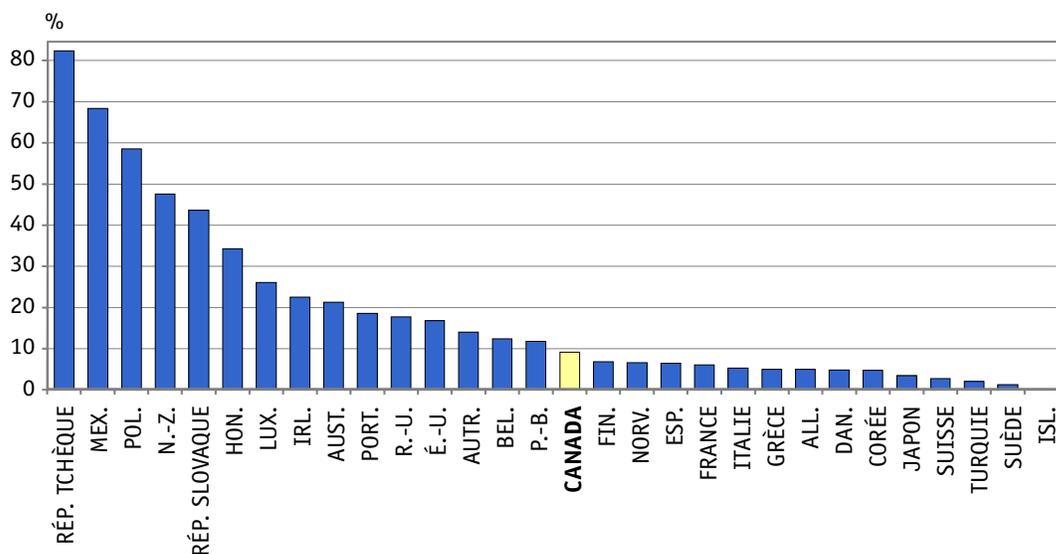
<sup>5</sup> En excluant les entreprises sans salariés (OCDE, 2006a).

<sup>6</sup> L'estimation de l'aide compensatoire aux producteurs est un indicateur de la valeur monétaire annuelle des transferts bruts provenant des consommateurs et des contribuables pour soutenir les producteurs agricoles, mesurée à la sortie de la ferme, découlant des mesures stratégiques, quels que soient leur nature, leurs objectifs ou leur incidence sur la production ou le revenu agricole.

## Graphique 11

### Pénétration du marché intérieur des prêts par les banques étrangères

Moyenne 2000-2003, créances locales en monnaie locale seulement



Même si l'aide aux agriculteurs a diminué au fil des ans, les subventions agricoles globales en pourcentage du PIB en 2005 étaient environ 25 % plus élevées qu'en 2000. On s'éloigne ainsi de l'égalité des chances pour les entreprises.

Concernant maintenant les restrictions sur l'investissement direct étranger (IDE), celles-ci demeurent en particulier dans deux secteurs de réseaux : le transport aérien — dominé par la protection accordée à Air Canada — et les télécommunications (sans la radiodiffusion). Parmi les pays de l'OCDE, le Canada présente les obstacles les plus restrictifs à l'IDE dans les télécommunications et se classe au second rang dans le domaine du transport aérien. Ces restrictions freinent la concurrence, des méthodes de gestion plus pointues et le transfert technologique par l'IDE. Elles pénalisent le consommateur et augmentent les coûts des affaires en rendant plus difficiles les interactions entre les producteurs et les fournisseurs et les marchés.

Au total, il y a donc une grande marge pour améliorer la concurrence sur le marché des produits.

Enfin, et non les moins important, des systèmes bancaires et des marchés des valeurs mobilières fonctionnant bien sont importants pour la croissance économique car ils sont un véhicule de transmission efficace des fonds entre épargnants et investisseurs. La taille du secteur financier au Canada, définie par le total des prêts au secteur privé et la capitalisation boursière relative au PIB, est à peine un peu plus de la moitié de celle des États-Unis. En 2000-2003, le Canada présentait la quatrième part la plus faible de prêts transfrontaliers par rapport à l'ensemble des emprunts intérieurs parmi les pays de l'OCDE, et les banques étrangères occupaient une faible place sur le marché intérieur des prêts (graphique 11).

En soi, cela n'implique pas ipso facto que la concurrence étrangère est faible, et pourrait simplement révéler l'efficacité de secteur financier canadien à servir ses clients. En effet, les restrictions à la propriété étrangère dans le secteur bancaire ont été supprimées au milieu des années 90. Mais des contraintes intérieures limitent la concentration des capitaux et maintien-

nent une intervention politique dans le processus d'approbation des fusions de banque. Cela joue contre l'entrée de nouveaux intervenants importants, étrangers ou intérieurs, sur le marché. Il faut espérer que ces deux questions seront étudiées attentivement lors de la prochaine révision de la *Loi sur les banques*.

La segmentation des marchés des valeurs mobilières empêche la réalisation d'économies d'échelle et impose des frais de transaction plus élevés pour l'émission de valeurs mobilières et la protection des investisseurs. Mais malgré de longues discussions, les provinces sont toujours incapables de s'entendre sur la création d'un régulateur unique ou sur un système de « passeports ». Il semble qu'on devra en venir à un compromis, et le plus tôt sera le mieux, car les délais coûtent très cher.

## **Comprendre les obstacles aux réformes structurelles**

Laissant de côté les caractéristiques spécifiques au Canada, on admet généralement qu'une performance économique médiocre tient habituellement à des réformes insuffisantes sur les marchés du travail, des produits et de la finance. Le processus de réforme économique a néanmoins été terriblement lent dans beaucoup de pays retardataires. Et, ironiquement, en moyenne ceux qui avaient le plus besoin de réformes, comme les grands pays d'Europe continentale<sup>7</sup>, en ont réalisé le moins.

La question clé n'est pas uniquement de savoir si les réformes améliorent la performance économique, mais aussi *pourquoi* il est tellement difficile de les mettre en place. Il y a au moins trois types d'obstacles. Il y a d'abord les facteurs politico-économiques bien connus. Viennent ensuite des considérations d'ordre moral : beaucoup ont tendance à évaluer les mesures de poli-

tique économique en fonction de critères très différents du simple critère de bien-être habituellement utilisé par les économistes. Troisièmement, bien-être et bonheur sont des concepts beaucoup plus vastes que le PIB par habitant. Cette distinction est devenue importante dans les riches sociétés occidentales ces dernières années. D'aucuns avancent même que certaines réformes pourraient augmenter le PIB par habitant sans pour autant améliorer le bien-être.

Dans ce contexte, il est essentiel de distinguer les préférences sociales en évolution des véritables lacunes économiques. C'est ici qu'une analyse économique rigoureuse basée sur des indicateurs peut jouer son rôle. En 2005, l'OCDE a entrepris un tel exercice avec sa nouvelle série « Objectif croissance ». Celle-ci vise principalement à cerner les « inefficiences instrumentales », c'est-à-dire les politiques dysfonctionnelles, en mal d'être corrigées, qui ne sont pas basées sur des préférences normatives définissant ce à quoi ressemblerait une bonne société. En effet, on peut réduire fortement de telles inefficiences instrumentales dans la plupart des pays de l'OCDE, soit par une augmentation de la productivité du travail, soit par une utilisation accrue du travail et ce, sans compromettre les autres objectifs gouvernementaux, comme la cohésion sociale ou la qualité de l'environnement.

Or, comme l'évolution du PIB par habitant peut ne pas coïncider avec celle du bien-être, il est important d'analyser en profondeur la qualité des politiques sous-jacentes. Voilà pourquoi nous avons aussi approfondi la question du bien-être, plus particulièrement le lien entre l'évolution du PIB et diverses mesures de bien-être. Notre principale conclusion est qu'un PIB par habitant plus élevé est fortement corrélé à beaucoup d'autres dimensions du bien-être, comme

---

<sup>7</sup> De même, dans le secteur clé des réformes du marché du travail, par exemple, les intérêts des prétendus « initiés » ont rarement été touchés. En France et en Allemagne, par exemple, la législation de protection de l'emploi pour des contrats réguliers n'a pas véritablement changé depuis deux décennies.

l'autonomie, la santé, l'équité ou la capacité de résoudre pacifiquement des conflits politiques. Toutefois, la corrélation est beaucoup moins forte avec d'autres dimensions du bien-être, comme la cohésion sociale.

### **Obstacles aux réformes structurelles**

Les considérations politico-économiques représentent un obstacle majeur aux réformes. Les réformes structurelles comportent trois caractéristiques regrettables. Premièrement, leurs coûts surgissent d'emblée, tandis que leurs avantages sont typiquement graduels et/ou différés. Deuxièmement, leurs coûts ont tendance à être concentrés sur des groupes bien organisés, tandis que les avantages visent habituellement des groupes ayant peu d'influence politique. Troisièmement, leurs coûts sont facilement identifiables, tandis que leurs avantages se réalisent à travers des mécanismes indirects et complexes. Pour résumer, les réformes sont souvent des défis de taille et beaucoup d'entre elles n'aboutissent pas malgré leurs mérites.

Le département des affaires économiques de l'OCDE a récemment entrepris des études empiriques sur les déterminants politico-économiques des réformes structurelles. L'analyse porte sur les réformes des marchés du travail et des produits dans la zone OCDE et couvre les trois dernières décennies. Parmi les facteurs clés des réformes se trouvent des facteurs sur lesquels les gouvernements ont peu de contrôle ou qu'ils ne souhaiteraient pas exploiter, par exemple, l'arrivée de crises majeures comme celles survenues au début des années 90 qui ont donné lieu à des réformes en Australie, en Irlande, en Suède et, évidemment, au Canada.

La taille du pays est un autre de ces facteurs. Ce n'est peut-être pas une coïncidence si les meilleurs réformateurs ont été de petites économies ouvertes comme le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas ou la Nouvelle-Zélande. Les petits pays sont « preneurs de prix » sur les marchés

mondiaux. Comme les rentes sur le marché des produits sont plus faibles, l'aide publique aux entités cherchant à capturer ces rentes est aussi plus faible. De même, les dividendes apportés par les réformes surviennent plus tôt dans les petits pays parce qu'un gain concurrentiel a des effets plus grands sur la demande globale que dans un grand pays. Plus fondamentalement, les petites économies ouvertes sont aussi plus sensibles aux changements que doivent subir les cadres des politiques structurelles pour faire face à des changements externes comme la globalisation et le changement technologique rapide.

Les crises ou la taille du pays sont habituellement des facteurs exogènes. Mais les gouvernements peuvent favoriser la suppression des obstacles aux réformes. Par exemple, des finances publiques structurellement saines facilitent en général les réformes. Cela pourrait démontrer une meilleure capacité de financer des mesures compensatoires à l'égard des perdants d'une réforme ou de neutraliser les effets négatifs sur la demande globale que pourraient susciter à court terme les réformes structurelles, particulièrement s'agissant du marché du travail. Dans ce contexte, le piètre état des comptes publics dans un certain nombre de pays européens ne présage rien de bon des projets de réforme.

Les gouvernements peuvent aussi exploiter les complémentarités entre secteurs de dépenses. Beaucoup des meilleurs réformateurs ont effectivement regroupé leurs réformes ou en ont organisé le séquençement. En répartissant les gains nets provenant des réformes plus également parmi la population, leur stratégie a peut-être permis de vaincre la résistance au changement.

Plus particulièrement, l'intensité de la déréglementation du marché du travail a été assez nettement corrélée avec celle du marché des produits durant la dernière décennie. En outre, la libéralisation du marché des produits a habituellement précédé les réformes du marché du travail.

Cela laisse entendre que les réformes dans ces deux domaines sont complémentaires et que la déréglementation du marché des produits peut paver la voie à de futures réformes du marché du travail. Premièrement, la réduction des rentes sur le marché des produits est susceptible de diminuer progressivement l'aide publique accordée aux institutions du marché du travail axées sur les rentes. Deuxièmement, une réduction des « profits excédentaires » se répercuterait à la hausse sur le revenu du travail réel grâce à des prix plus bas. Un tel soutien au revenu pourrait atténuer toute perte de revenu entraînée par une réforme du marché du travail. Dans le même sens, la déréglementation des marchés financiers devrait elle aussi favoriser la mise en place de réformes du marché du travail.

Enfin, la pression des pairs joue également un rôle. Les analyses de l'OCDE montrent que les réformes chez les partenaires commerciaux facilitent les réformes du marché des produits à domicile. De même, les contraintes supranationales imposées par des accords internationaux sont bénéfiques. Un exemple en est le programme européen du Marché unique, grâce auquel on a supprimé les derniers obstacles au commerce et à l'IDE. Ce résultat est rassurant pour l'OCDE, étant donné que la pression des pairs est le seul outil dont nous disposons pour influencer les politiques nationales.

La suppression des obstacles politico-économiques aide certainement à entreprendre des réformes. Pourtant, quelques pays de l'OCDE semblent manifester une résistance beaucoup plus forte aux réformes que ce que peuvent expliquer les seuls facteurs politico-économiques. Fondamentalement, cela est confirmé par le peu de réponses apportées par notre analyse économétrique des facteurs de réforme. Il semble y avoir autre chose.

Il y a en fait une deuxième ensemble d'obstacles aux réformes, qui relèvent du domaine de la philosophie morale. De ce point de vue, il y a au

moins trois approches différentes possibles pour évaluer les propriétés normatives d'une action politique donnée :

- La première est le conséquentialisme, selon lequel on juge la droiture morale d'un acte seulement en fonction de ses conséquences. La forme paradigmatique du conséquentialisme est l'utilitarisme, dont Smith, Bentham et Stuart Mill sont les tenants classiques.
- La deuxième est une approche déontologique qui met l'accent sur le caractère intrinsèque de l'acte lui-même. Pour les déontologistes, le principe inhérent à l'action est le critère d'une action bonne ou mauvaise. Si une action n'est pas inspirée par un sens du devoir, elle est mauvaise, même si ses conséquences peuvent être positives du point de vue d'un conséquentialiste. Par exemple, les déontologistes peuvent ne pas soutenir une économie de libre marché dans laquelle la concurrence et l'appât du gain semblent l'emporter sur l'altruisme et la coopération.
- La troisième approche est celle de l'école de pensée aristotélicienne, selon laquelle la vertu est le but premier d'une vie humaine. La recherche du « bon » suscite l'estime des autres et de soi. De fait, Adam Smith a souligné le rôle de l'estime dans la vie économique et sociale. Malgré son conséquentialisme, il avait quelques réserves sur l'appât du gain sous-jacent au fonctionnement de la main invisible.

Un trait commun chez les économistes est qu'ils semblent plus enclins au conséquentialisme que le reste de la société. La réforme des politiques agricoles est un bon exemple. D'un point de vue conséquentialiste-utilitariste, il est tout à fait sensé de remplacer les mécanismes de soutien des prix par des subventions directes aux agriculteurs pauvres. Cela peut même être conçu de façon à satisfaire les critères d'amélioration de Pareto, selon lesquels personne ne perd (agri-

culteurs pauvres, consommateurs, contribuables). Pourtant, il est difficile de savoir si les agriculteurs pauvres soutiennent vraiment une telle réforme. Un agriculteur qui conçoit son travail de la terre comme un devoir peut ne pas considérer comme déontologique le remplacement d'une grande partie de sa production agricole par une augmentation des paiements directs. Ce n'est pas vertueux non plus : tirer une grande partie de son revenu de la charité publique risque de miner l'estime de soi.

La réglementation sur la protection de l'emploi est un autre secteur où les considérations d'ordre moral peuvent freiner une réforme structurelle, au-delà de l'effet des facteurs politico-économiques.

Enfin, un autre obstacle potentiel aux réformes tient dans la relation entre le PIB par habitant et le bien-être dans les sociétés riches. Cette relation semble s'affaiblir au-delà de certains niveaux du PIB par habitant, du moins selon des études internationales sur la satisfaction de vivre. Alors, diront certains, pourquoi s'échiner à entreprendre des réformes si elles augmentent seulement le PIB par habitant sans améliorer le bien-être? C'est une préoccupation majeure pour l'OCDE, car notre mandat vise à la convergence internationale des niveaux de bien-être.

### **Cibler l'efficience instrumentale : la surveillance par *Objectif croissance***

En l'absence de tout consensus sur une mesure du bien-être, les gouvernements devraient au moins atteindre « l'efficience instrumentale »; autrement dit malgré leurs préférences normatives quant à ce qu'est une bonne société, ils devraient essayer de mettre en place des politiques à la frontière efficiente.

Par exemple, les politiques de l'emploi aux États-Unis et au Danemark sont très différentes l'une de l'autre, à l'image de leurs préférences

sociales différentes. La protection sociale est plus élevée au Danemark, mais le coût budgétaire est également plus élevé. Cependant, les politiques de l'emploi sont proches de la frontière efficiente dans les deux cas, notamment parce que les deux pays ont des taux d'emploi élevés.

C'est pourquoi notre série « *Objectif croissance* » cible en premier lieu les « inefficiences instrumentales », considérant les préférences normatives telles quelles. *Objectif croissance* implique un nouveau type de surveillance comparative à partir d'un ensemble d'indicateurs stratégiques choisis pour leurs liens à la performance économique. Nous les utilisons, de même que l'expertise approfondie de l'OCDE, pour identifier les priorités stratégiques et préciser des recommandations pour chaque membre de l'OCDE.

La mesure de performance qui demeure centrale pour *Objectif croissance* est le PIB par habitant, mesuré à la parité des pouvoirs d'achat. Quant à savoir s'il s'agit d'un indicateur valable d'un bien-être général, c'est une question ouverte que nous aborderons un peu plus loin.

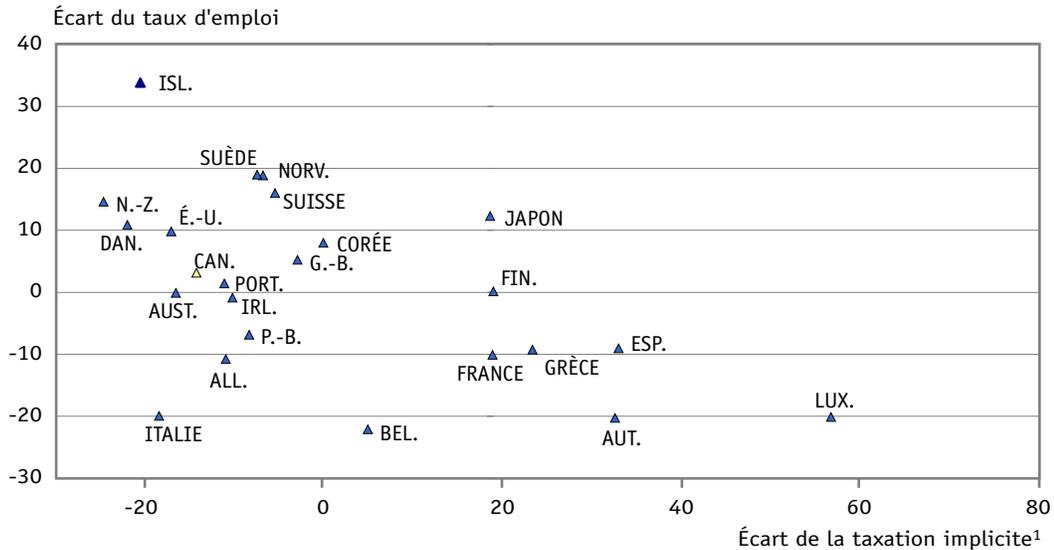
Présumons pour le moment que le PIB par habitant est un indicateur raisonnable du bien-être. Le PIB par habitant est ensuite divisé en deux éléments : l'utilisation du travail et sa productivité, qui sont à leur tour subdivisés. Par exemple, l'utilisation du travail se compose du taux d'emploi — c.-à-d. la part des personnes au travail — et du nombre d'heures travaillées par salarié.

En plus de ces indicateurs de rendement, des indicateurs de politique ont été développés, portant, par exemple, sur les marchés du travail et des produits. Ces indicateurs ont été choisis parce qu'ils avaient un lien documenté avec la performance. Dans le cas des indicateurs du marché du travail par exemple, ils incluent la rigueur de la législation sur la protection de l'emploi, l'impôt implicite sur l'activité prolongée, le coin fiscal pour les revenus du travail et le coin fiscal pour la main-d'œuvre peu qualifiée.

## Graphique 12

### Impôt implicite et participation des travailleurs âgés

Écart en points de pourcentage par rapport à la moyenne OCDE



1 Moyenne de la taxation implicite du travail prolongé dans les systèmes de (pré-)retraite en vigueur en 2005. Les calculs renvoient à une trajectoire type pour les pré-retraites (Duval, 2003).

Source : OCDE.

Avec ce type de surveillance, un pays est critiqué uniquement quand sa performance semble faible et que les indicateurs de politique sous-jacents semblent mauvais. Prenons le faible taux d'emploi des personnes dans la cinquantaine enregistré dans certains pays d'Europe continentale. Il y a problème uniquement dans la mesure où ce taux reflète une mauvaise orientation des politiques plutôt qu'une forte préférence pour le loisir. L'utilisation de fonds publics pour inciter les gens à quitter prématurément le marché du travail est un exemple précis de ces mauvaises politiques. Une analyse économétrique révèle que l'élimination des mesures dissuasives qui freinent la participation au-delà d'un certain âge pourrait favoriser substantiellement l'emploi (graphique 12).

Un autre exemple a trait à la productivité plutôt qu'à l'utilisation du travail. Les obstacles à l'entrée et autres réglementations freinant la concurrence ont tendance à entraver les gains de productivité et la croissance de la production.

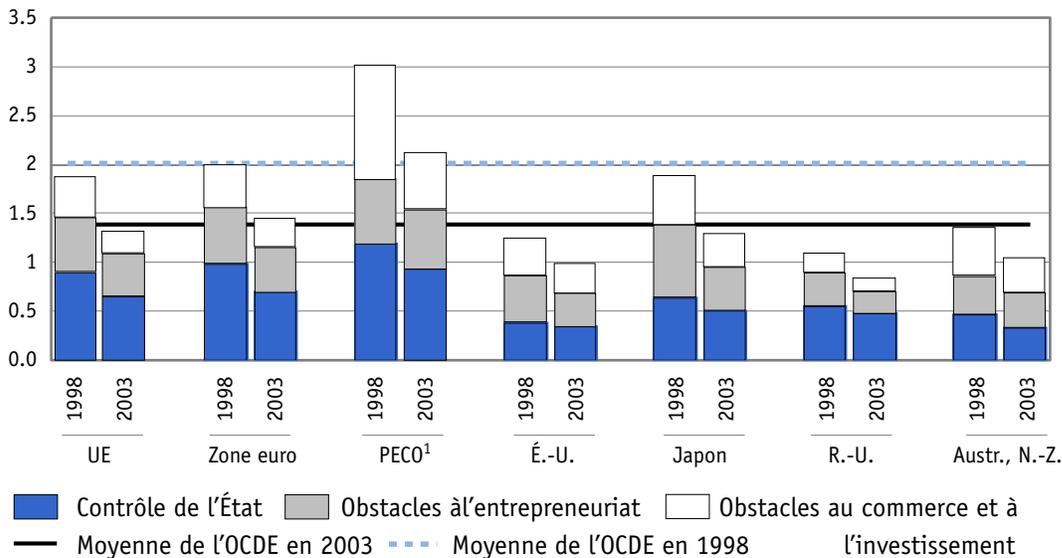
Comment alors évaluer le progrès réalisé vers des politiques plus favorables à la croissance? En ce qui concerne le marché des produits, la réglementation est devenue moins restrictive dans les pays de l'OCDE (graphique 13). Mais il reste beaucoup à faire, particulièrement dans l'Union européenne. Malheureusement, les nouvelles initiatives pour favoriser l'utilisation du travail se sont faites plus rares. En particulier, on a trop peu fait pour réduire l'impôt implicite pesant sur les prétendus travailleurs âgés.

Finalement, un nouveau secteur a été mis en évidence dans le rapport *Objectif croissance* de cette année, à savoir l'innovation, qui est un des principaux véhicules de la croissance à long terme.

Les indicateurs de politiques que nous utilisons ici touchent les conditions cadres, notamment les réglementations de la concurrence sur le marché des produits, et aussi d'autres politiques plus spécifiques, dont celles en matière de R-D dans les institutions publiques (universités

## Graphique 13

### Tendances de la réglementation du marché des produits dans les pays de l'OCDE



Nota : L'indicateur varie de 0 (le moins restrictif) à 6 (le plus restrictif).

1 Pays d'Europe centrale et orientale.

Source: OCDE.

et laboratoires gouvernementaux) ou de soutien public de la R-D dans le secteur privé. On mesure la performance en utilisant des indicateurs des intrants, dont l'intensité de R-D des entreprises, ou des indicateurs ciblant davantage la production, tels que les brevets.

L'analyse économétrique nous a permis de documenter que les changements dans les réglementations du marché des produits et la vigueur des droits de propriété intellectuelle ont stimulé le rendement de la R-D dans tous les pays que nous avons étudiés. Ceci était particulièrement évident dans les pays nordiques. Plus important encore, des facteurs comme la capacité d'absorber et d'exploiter le savoir étranger ou de bonnes conditions financières et économiques, ont eu une incidence sur la performance<sup>8</sup>.

Pour résumer, *Objectif croissance* essaie d'identifier la part des différences internationales dans le PIB par habitant qui découle de mauvaises politiques et qui, comme telle, reflète des écarts de bien-être.

#### Le PIB est-il une statistique de performance suffisante?

Comme indicateur de bien-être, le PIB comporte de multiples défauts. Il ne tient pas compte de la détérioration de l'environnement ni de la valeur des loisirs. Il ignore également l'influence de la répartition du revenu sur le bien-être. En se cantonnant au PIB par habitant comme seul indicateur de bien-être, il y a risque de devenir réductionniste.

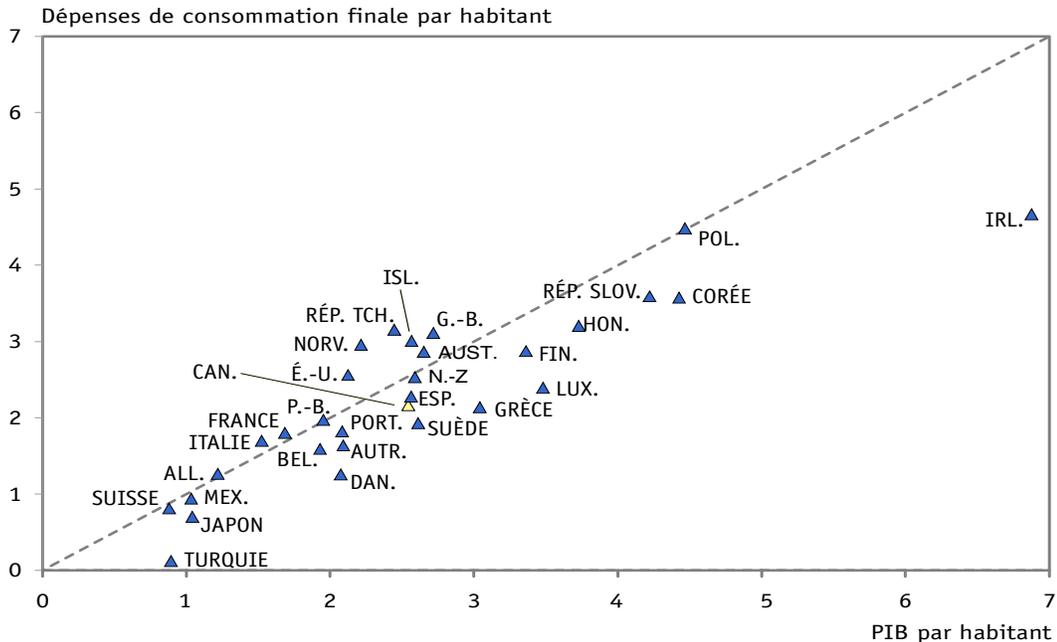
Il est important d'éviter un tel biais. Comme on l'a vu, on peut le faire en considérant comme

8 Ce facteur nouveau qu'est l'innovation a amené avec lui son lot de mises en garde. En effet, le statut et l'interprétation de certains indicateurs sont quelque peu ambivalents. Par exemple, l'intensité de la R-D mesure les intrants plutôt que la productivité et la réussite d'une activité novatrice. Les brevets sont un autre exemple. D'un côté, ils sont nécessaires aux innovateurs qui désirent récolter les fruits de leur travail, et ils sont donc un incitatif puissant à l'innovation. D'un autre côté, ils peuvent servir à miner la concurrence potentielle ou à entreprendre des actions en justice abusives.

## Graphique 14

### PIB et dépenses de consommation finale dans des pays de l'OCDE

Indice du taux de croissance annuel moyen entre 1994 et 2003



Source : *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, OCDE 2005* et *Perspectives économiques* de l'OCDE, n° 76.

problématiques des niveaux de PIB par habitant plus bas uniquement quand ils sont le reflet de lacunes dans les politiques plutôt que le reflet de choix sociétaux différents.

Une autre façon de procéder est d'examiner soigneusement les autres indicateurs de bien-être. Au-delà du PIB et de la production, examinons les indicateurs de revenu et de consommation qui reflètent mieux les niveaux de vie (graphique 14). Il s'avère qu'ils modifient très peu l'image que donnent les indicateurs de PIB; il en est de même des indicateurs tenant compte de la dépréciation des immobilisations.

Si on va un peu plus loin, on peut ajuster le PIB et le revenu par habitant en fonction du temps de loisirs ou de l'aversion à l'inégalité des revenus. La prise en considération des loisirs influe très peu sur le classement des pays (graphique 15).<sup>9</sup>

Par contre, un degré très élevé d'aversion à l'inégalité des revenus peut aplatir la distribution du « PIB par habitant corrigé », et modifier davantage les classements (graphique 16).

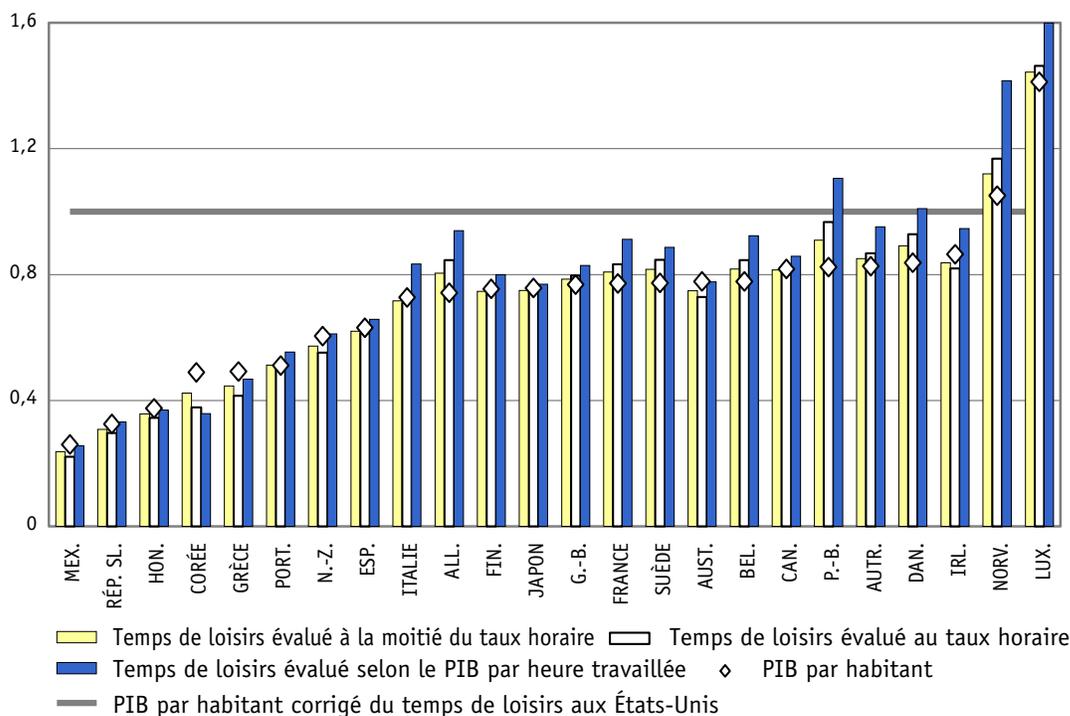
Il est clair par ailleurs qu'il faut élargir le champ des indicateurs pour inclure les indicateurs sociaux. Nous l'avons fait, en ciblant quatre grandes catégories : l'autonomie, l'équité, la santé et la cohésion sociale (graphique 17). Concrètement, pour l'autonomie, nous avons étudié des indicateurs comme la proportion de personnes vivant dans des ménages dont aucun membre n'a un emploi, ou le nombre moyen d'années de scolarité. Ces facteurs ont une incidence sur la capacité des individus à gagner un salaire décent. En ce qui a trait à l'équité, nous avons étudié des indicateurs comme les taux de pauvreté chez les enfants ou les écarts salariaux entre hommes et femmes. Pour la santé, nous avons ciblé

<sup>9</sup> On calcule le temps de loisirs en déduisant du potentiel temps de chaque travailleur une estimation commune du temps consacré aux soins personnels et aux activités non rémunérées, et les estimations par pays de l'OCDE des heures travaillées annuellement par travailleur.

### Graphique 15

#### Prise en compte de la valeur du temps de loisirs

Par rapport aux États-Unis, en 2001

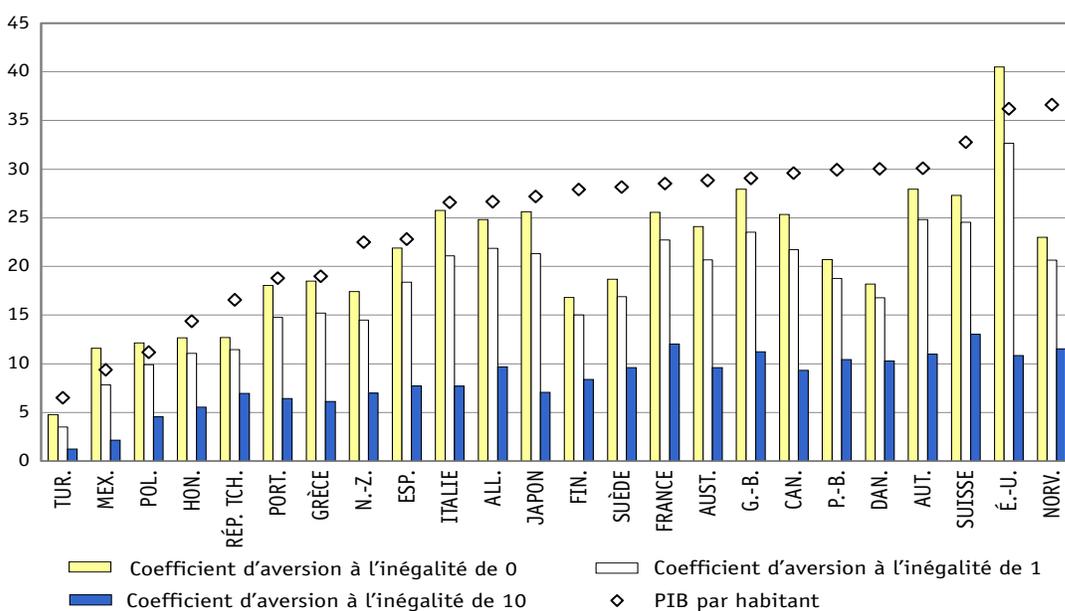


Source : Comptes nationaux annuels des pays de l'OCDE, OCDE 2005 et base de données sur la productivité de l'OCDE.

### Graphique 16

#### Prise en compte de l'aversion à l'inégalité des revenus

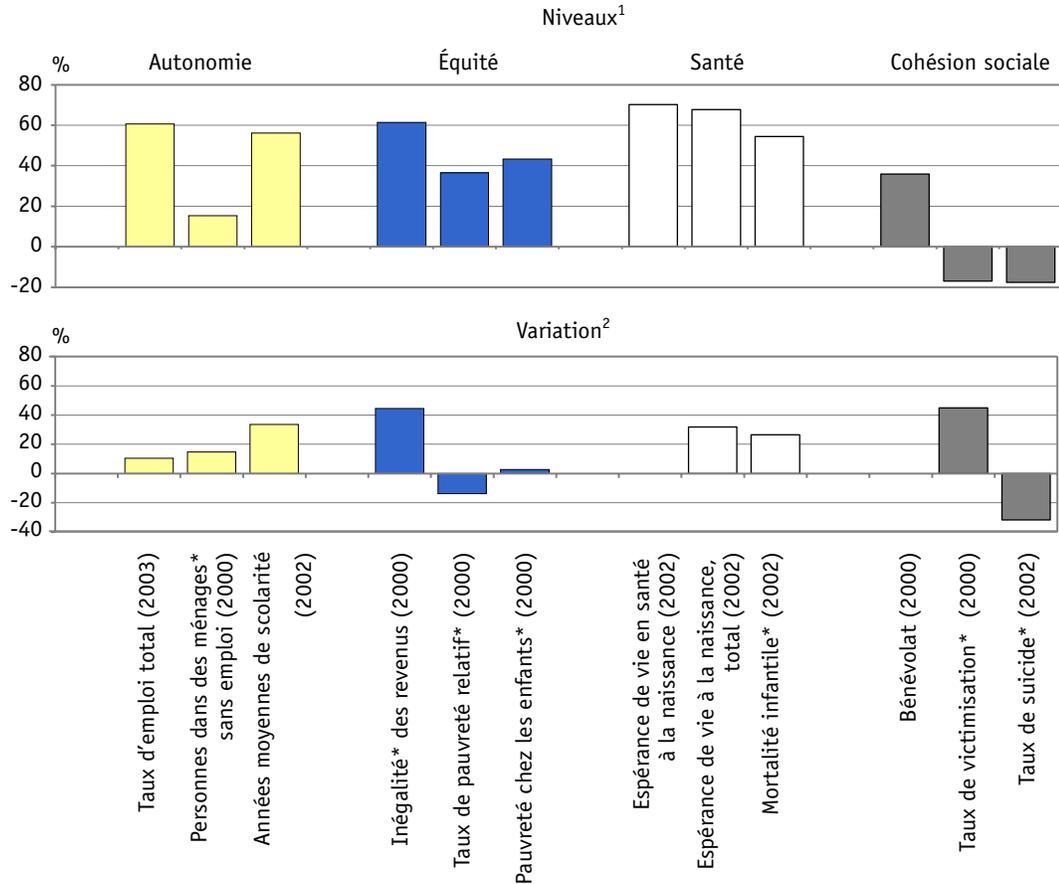
Observations de 2002



Source : Comptes nationaux des pays de l'OCDE, OCDE 2005 et questionnaire sur la distribution du revenu et la pauvreté de l'OCDE.

## Graphique 17

### Corrélation entre PIB par habitant et autres indicateurs sociaux dans les pays de l'OCDE



1 Lorsque les valeurs élevées des indicateurs indiquent des résultats sociaux moins bons (p. ex., mortalité infantile, indiqué par un \*) les corrélations avec le revenu par habitant sont indiquées avec le signe opposé.

2 Entre la première moitié des années 80 et vers 2000.

Sources : *Les indicateurs sociaux de l'OCDE* et Boarini et al. (2006).

notamment l'espérance de vie « en santé » à la naissance ou le nombre d'années de vie potentielles perdues à la suite d'accidents ou de maladies évitables. Enfin, pour ce qui concerne la cohésion sociale, nos indicateurs clés comprenaient la participation aux activités de la collectivité ou les taux de suicide.

Munis de ces indicateurs, nous avons posé deux questions :

- Quelles sont les dimensions du bien-être corrélée avec un PIB par habitant élevé?
- Lesquelles pourraient compléter et nuancer le portrait que nous donnent les statistiques de PIB?

De simples corrélations nous indiquent que l'autonomie, l'équité et la santé ont tendance à être plus fortes dans des pays où le PIB par habitant est élevé. Il semble y avoir une absence de corrélation entre d'autres indicateurs de cohésion sociale, comme les taux de suicide et de victimisation et le PIB. Par ailleurs, si, au départ, les niveaux du PIB par habitant sont déjà élevés, une croissance supplémentaire a des rendements décroissants en termes de bien-être.

Un *tour* d'horizon des indicateurs de bien-être serait incomplet sans examiner les mesures subjectives du bien-être. Il n'y a pas toujours une

bonne corrélation entre ces mesures ni avec le PIB par habitant. Étonnamment, les résultats d'enquête révèlent que la majorité des gens dans la plupart des pays de l'OCDE se disent moyennement ou très heureux, quel que soit le niveau de leur revenu. On trouve seulement une faible tendance chez les pays plus riches à indiquer des niveaux de satisfaction plus élevés. Mais les pays ayant le niveau de bonheur le plus bas présentent également un PIB par habitant inférieur à la moyenne. Les mesures subjectives semblent aussi indiquer un bien-être relatif plutôt qu'absolu.

Pour résumer, les indicateurs sociaux et subjectifs ajoutent vraiment une information importante à celle que donne le PIB. Mais beaucoup de ces indicateurs sont limités, ne saisissant seulement qu'une dimension du bien-être. Et ils ont tous des désavantages pratiques, notamment des problèmes de disponibilité, de mesure et de comparabilité internationale. C'est pourquoi, en fin de compte, la statistique la moins imparfaite et la plus à jour résumant le bien-être demeure le PIB par habitant. Mais évidemment, on devrait garder en tête les autres dimensions du bien-être. Ces conclusions confirment notre choix d'aller au-delà des simples statistiques de PIB par habitant et d'étudier attentivement la qualité des politiques.

Une dernière remarque sur le lien entre bien-être et PIB : la croissance a des effets externes négatifs et positifs. Un exemple négatif clair concerne l'environnement. Cela étant, les sociétés plus riches déboursent habituellement davantage pour l'atténuation du stress environnemental. De façon moins évidente peut-être, la croissance du PIB peut aussi avoir des effets externes politiques positifs : dans la mesure où les conflits sur la répartition des ressources sont plus faciles à résoudre dans une économie en expansion, la croissance peut faciliter le pluralisme et la démocratie.

## Conclusion

Pour conclure, l'analyse de la performance économique du Canada comparée à celle d'autres pays de l'OCDE nous aide à mieux comprendre comment et pourquoi ce pays a si bien réussi au cours des années récentes et mérite qu'on le félicite. Elle relève aussi quelques faiblesses qui devront être abordées. Heureusement, l'excellente performance économique du Canada, sa résilience et sa capacité éprouvée de s'adapter nous portent à croire qu'il pourra y faire face sans trop de « douleur » économique. Quoi qu'il en soit, comme l'a montré notre analyse de la dimension politico-économique des réformes, d'autres considérations, non économiques, peuvent intervenir. Nous poursuivons notre recherche sur les différents obstacles aux réformes afin de pouvoir offrir des évaluations et des recommandations plus pertinentes. Nous améliorons aussi la profondeur et le champ de nos comparaisons, sachant que ce travail peut fournir une toile de fond importante à nos analyses par pays et servir à promouvoir les réformes.

## Références

- Baldwin, J., J.-P. Maynard et F. Wong (2005). « L'écart de production entre le Canada et les États-Unis : Le rôle de la productivité », n° 11-624-MIF au catalogue de Statistique Canada (Ottawa).
- Boarini, R., A. Johansson et M. Mira D'Ercola (2006) « Alternative measures of well-being », OECD Economics Department Working Paper No. 476.
- Cotis J.-P., et J. Coppel (2005). « Business cycle dynamics in OCDE countries : evidence, causes and policy implications », dans C. Kent et D. Norman (éd.) *The Changing Nature of the Business Cycle*, Reserve Bank of Australia Conference Proceedings.
- Duval R. (2003). « Comportement de départ à la retraite dans les pays de l'OCDE », *Revue Economique de l'OCDE*, n° 37.
- Duval R. (2006). « The role of policies and institutions for economic resilience to shocks : a panel data analysis », *reprographie*, mars, OCDE.

- Hendricks, K., R. Amit et D. Whistler (1997). « La fiscalité des petites et moyennes entreprises au Canada », Ministère des Finances du Canada, document de travail 97-11.
- International Energy Agency (2005). *Lessons from liberalised electricity markets*, Paris.
- Institute for Competitiveness and Prosperity (2006). « Time on the job : Intensity and Ontario's prosperity gap », Working Paper No. 9, Institute for Competitiveness and Prosperity, Toronto.
- Isgut, Alberto, Lance Bialas et James Milway (2006) « Comment expliquer l'écart dans les heures annuelles travaillées entre le Canada et les États-Unis Source », *Observateur international de la productivité*, n° 13, automne, p. 30-50.
- Kohli, U. (2006). « PIB réel, RIB réel et gains commerciaux : Canada, 1982-2005 », *Observateur international de la productivité*, n° 13, automne, p. 51-62.
- Mintz, J. (2006). « The 2006 Tax Competitiveness Report : Proposals for pro-growth Tax Reform », *Commentary Number 239*, C. D. Howe Institute.
- OCDE (2003). *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE* (Paris).
- OCDE (2006a). *Études économiques du Canada de l'OCDE*, (Paris).
- OCDE (2006b) « Indicateurs alternatifs du bien-être », dans *Objectif croissance 2006* (Paris).
- Rao, S., A. Sharpe et J. Smith (2005). « Analyse du ralentissement de la croissance de la productivité du travail au Canada depuis 2000 », *Observateur international de la productivité*, n° 10, printemps, p. 3-25.